

Article 22 du Règlement

[Français]

L'ÉCONOMIE

LES RÉALISATIONS DU GOUVERNEMENT

M. Gabriel Fontaine (Lévis): Monsieur le Président, tout le monde sait, y inclus cette Chambre, que les libéraux appauvris en députés et en argent n'ont plus les moyens d'avoir un service de recherche sérieux; ils doivent se fier à leurs instincts et aux grandes lignes populaires des médias. C'est de cette façon qu'ils utilisent et qu'ils vont utiliser le temps de la Chambre: des questions insinueuses et insidieuses qui trompent la population en masquant les grands dossiers. Le régime libéral avait raté les grands dossiers, les dossiers ayant trait à l'énergie en particulier. Les quelques orphelins qui en restent ratent leur rôle de parlementaires.

Lorsque nous avons fait campagne, monsieur le Président, nous avons dit que c'était pour la reprise de l'économie que nous entendions sortir notre pays de l'abîme où l'avaient enterré les libéraux.

Aujourd'hui, le journal *The Globe and Mail* publie et commente en page titre, aux pages B1 et B10: «Le produit domestique brut augmente de 1 p. 100 en juillet. Jusqu'à maintenant, depuis notre prise du pouvoir, depuis cette date, la reprise a dépassé toutes les prévisions des experts. La production de 1985 sera de 4 p. 100 supérieure à celle de 1984, et ce dans tous les secteurs; l'habitation, la transformation, les biens durables.»

Ce sont, monsieur le Président, les chiffres que Statistique Canada a publiés hier. Que les libéraux apprennent à lire et à commenter les grands dossiers, au lieu de chercher à plat ventre et à quatre pattes la mauvaise herbe dans le champ de blé.

* * *

[Traduction]

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

ISRAËL—CONDAMNATION DU RAID AÉRIEN SUR TUNIS

M. Marcel Prud'homme (Saint-Denis): Monsieur le Président, le devoir me commande d'attirer l'attention du Parlement et de tous les Canadiens sur l'acte d'agression incroyable, commis à 2,500 kilomètres de distance, par Israël contre la Tunisie. Ce bombardement est déjà une agression inexcusable en temps normal, mais le pire, c'est qu'il était dirigé contre l'État arabe le plus modéré de tous, un État dont le président, M. Habib Bourguiba, a toujours défendu, depuis 1965 à Jéricho, une politique différente des autres chefs d'État de cette région au sujet de l'existence d'Israël.

Outre le fait que des Tunisiens sont morts, cet acte d'agression a compromis le processus de paix et les négociations qui devaient avoir lieu sous peu entre les États-Unis et une délégation conjointe de Jordaniens et de Palestiniens.

Je suis heureux que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Clark) ait déclaré publiquement, en des termes non équivoques, que cette agression était illégale.

[Français]

Monsieur le Président, c'est avec grande tristesse que je constate que l'État d'Israël est en train de glisser sur la pente du terrorisme institutionnalisé.

Partout au monde, y compris à Lanarca récemment, il y a des individus qui commentent des crimes, mais ce n'est pas une

raison pour un gouvernement de tuer ou de mutiler des innocents comme vient de le faire le gouvernement d'Israël en Tunisie.

* * *

[Traduction]

LES CORPORATIONS

L'ACQUISITION DE GULF CANADA—LA POSITION DU CHEF DE L'OPPOSITION

M. Ian Waddell (Vancouver-Kingsway): Monsieur le Président, comment se fait-il que les libéraux aient une mémoire aussi sélective lorsque l'on parle de Petro-Canada? En décembre dernier, le chef de l'opposition (M. Turner) demandait une enquête sur les questions fiscales entourant l'achat de Petrofina par la société d'État Petro-Canada. Aujourd'hui, il demande une autre enquête. Il ne s'offusque pas du fait que ce sont les libéraux, et non les conservateurs, qui ont donné des concessions fiscales se montant à 200 millions de dollars aux propriétaires belges de Petrofina, leur évitant ainsi de payer l'impôt canadien sur les gains en capital.

Le voilà maintenant qui s'intéresse—après le *Globe and Mail*, naturellement—aux transactions de l'été dernier entre Olympia and York, Gulf et Petro-Canada. Il nous dit que l'accord entre Gulf et Norcen pour être conjointement propriétaires de la raffinerie d'Edmonton puis la revendre à Petro-Canada coûtera des millions aux contribuables. Il oublie trop facilement que cette association artificielle, qui fait partie du jeu des acquisitions des sociétés, résulte d'une loi fiscale libérale.

● (1410)

Le gouvernement conservateur a donné aux Reichmann des concessions fiscales spéciales, pour les aider à prendre le contrôle de Gulf, et les Canadiens méritent de savoir combien on a donné et de quelle façon. Toutefois, ils doivent savoir également que les sociétés et le gouvernement ont utilisé des lois fiscales adoptées par les libéraux; ceux-ci font donc preuve, maintenant, de pas mal d'hypocrisie.

* * *

LA SÉCURITÉ MARITIME

HOMMAGE À LA MARINE RESCUE AUXILLIARY

M. Patrick Crofton (Esquimalt-Saanich): Monsieur le Président, au cours de la fin de semaine, j'ai eu l'honneur d'assister à la cérémonie de dédicace d'un nouveau navire de sauvetage qui aura son port d'attache à Sidney, dans ma circonscription, et portera le nom de Jack Simpson, premier citoyen de l'Ouest à être élu président national du Power Boat Squadron et membre fondateur de la Marine Rescue Auxilliary.

La sécurité maritime est une question qui intéresse de plus en plus le gouvernement étant donné le nombre sans cesse croissant de Canadiens qui s'adonnent à des loisirs nautiques. D'autres députés ont déjà réclaté, et j'abonde dans leur sens, des fonds accrus pour la Garde côtière canadienne. On oublie trop souvent l'importance des sauveteurs auxiliaires, ces hommes et ces femmes qui dépensent temps et argent afin que nous puissions nous livrer à des activités nautiques en toute sécurité. Je sais que vous-même, monsieur le Président, et tous les